

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Tierce maintenance applicative, infogérance et
prestations relatives à l'Intelligence
Artificielle, au Big Data, à la Business
Intelligence & aux Données de la CNSA
et de ses partenaires

Article 1. Objet de l'accord-cadre.....	4
Article 2. Technique d'achat.....	4
Article 3. Procédure de passation.....	4
Article 4. Documents contractuels.....	4
Article 5. Réversibilité et transférabilité	5
Article 6. Durée de l'accord-cadre.....	5
Article 7. Emission des bons de commandes	5
Article 8. Protection des données personnelles	6
Article 9. Propriété intellectuelle et confidentialité	7
9.1. Propriété intellectuelle	7
9.2. Confidentialité	8
Article 10. Opérations de vérification des livrables	8
10.1. Validation des livrables documentaires	8
10.2. Recette fonctionnelle (Vérification d'aptitude - V.A.)	8
10.3. Vérification de Service Régulier (V.S.R.).....	9
10.4. Dispositions particulières aux opérations de vérification	10
10.4.1 Tests de vulnérabilité	10
10.4.2 Tests de charge	10
10.4.3 Garantie	10
11.5 Correction d'incidents MCO	10
Article 11. Prix	10
Article 12. Pénalités	11
Les éventuelles pénalités sont communiquées en comité de pilotage.....	11
12.1 Pénalités de retard et de qualité	11
12.2 Pénalité pour non remise des rapports de Vérifications du MCO.....	12
12.3 Pénalités pour non-respect des délais de correction d'anomalies en phase de garantie	13
12.4 Pénalités pour non-respect des délais de niveaux de services (SLA).....	13
12.5 Pénalité relative au développement durable.....	13
Green IT	13
12.6 Pénalité pour non remise des renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion.	14
Article 13. Avance	14
Article 14. Modalités de facturation et de paiement.....	14
14.1. Facturation	14
14.2. Paiement.....	16
14.3. Retard de paiement	16
Article 15. Nantissement	16
Article 16. Modification relative au titulaire	17
16.1. Changement de dénomination sociale du titulaire	17
16.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord	17
Article 17. Sous-traitance.....	17

Article 18. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire	17
Article 19. Obligations fiscales et sociales	18
Article 20. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire	19
Article 21. Assurance	19
Article 22. Règlement des litiges - Loi applicable	19
Article 23. Clauses RGPD	19
23.1. Contexte général	19
23.2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement.....	20
23.3. Délégué à la protection des données	20
23.4. Droit d'information des personnes.....	20
23.5. Exercice des droits des personnes.....	20
23.6. Notification des violations de données à caractère personnel	21
23.7. Mesures de sécurité	21
23.8. Traitement des données à échéance des prestations.....	21
23.9. Registre des catégories d'activités de traitement.....	21

Article 1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de Tierce maintenance applicative du système d'information décisionnel, l'infogérance et des prestations relatives à l'intelligence artificielle, au big data et à la Business Intelligence & aux données de la CNSA.

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de services globales relatives au système d'information décisionnelle (SID) de la CNSA et de manière élargie à tout sujet concernant la donnée. Ces prestations concernent :

- Le maintien et l'évolution des systèmes d'alimentation du SID (sourcing des données, intégration, nettoyage et exposition des données prêtes à l'usage)
- Le maintien et l'évolution des restitutions du SID (tableaux de bord, sortie de données opendata, API ..)
- La valorisation de la donnée par l'exploration (DataScience, Science de la visualisation, modèles avancés d'analyses et de l'intelligence artificielle)
- l'infogérance des produits informatiques

Article 2. Technique d'achat

Il s'agit d'un accord-cadre mono attributaire.

L'accord-cadre est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande dans les conditions des articles R 2162-1,3, 4, 5, 6 et R 2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est sans montant minimum et avec un montant maximum de 35 000 000 euros HT sur la durée maximale de l'accord-cadre.

Article 3. Procédure de passation

La procédure de passation est une procédure d'appel d'offres ouvert, en application des articles R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Article 4. Documents contractuels

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- 1) l'acte d'engagement daté et signé par le titulaire ;
- 2) Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- 3) le présent cahier des clauses administratives particulières (ci-après le « CCAP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (ci-après la « CNSA ») dans ses archives ;
- 4) le cahier des clauses techniques particulières (ci-après le « CCTP ») dont seul fait foi l'exemplaire conservé par la CNSA dans ses archives et ses annexes ;
- 5) le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (TIC) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (ci-après le « CCAG TIC »)

- 6) le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (« règlement européen sur la protection des données ») ;
- 7) l'offre technique du titulaire, dont l'annexe 2 « convention de services », l'annexe 3 cadre de réponse technique « CRT » au CCTP,
- 8) Les bons de commande.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent accord-cadre prévalent sur toutes celles qui figurent sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CNSA et le titulaire préalablement à la signature de l'accord-cadre.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions de l'accord-cadre ne sont pas opposables à la CNSA.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent accord-cadre sans accord préalable et exprès de la CNSA.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG TIC, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG.

En cas de contradictions entre les clauses du CCAG TIC et celles du présent CCAP, les clauses du CCAP seront prioritaires.

Article 5. Réversibilité et transférabilité

La réversibilité se fera conformément à l'article 34 du CCAG TIC. Le titulaire respectera le Plan de réversibilité et l'article 9.7 du CCTP « Réversibilité/ Transférabilité des prestations ».

Article 6. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 2 ans à compter de sa date de notification.

Il est reconductible tacitement deux fois par période d'un an sans que la durée totale de l'accord-cadre ne puisse excéder quatre années.

Article 7. Emission des bons de commandes

Le présent accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. La date d'émission d'un bon de commande ne peut avoir pour effet de prolonger la durée d'exécution de l'accord-cadre au-delà d'une durée de six mois après sa date de fin de validité.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix figurant sur le bordereau de prix unitaires. Ils précisent :

- l'intitulé de l'accord-cadre ;
- le numéro de l'accord-cadre ;
- le numéro d'engagement (ou numéro de commande) figurant sur le bon de commande ;
- la désignation de la prestation à réaliser ;
- les quantités ;
- le délai d'exécution ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande ;
- le taux et le montant de la TVA ;

- les précisions utiles à l'exécution de la commande, le cas échéant.

La personne habilitée à signer les bons de commande est le directeur de la CNSA ou son représentant dûment habilité. Les bons de commande sont émis par lettre simple, télécopie ou courriel.

Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont ceux figurant sur chaque bon de commande.

En cas d'annulation d'un bon de commande par la CNSA dans un délai de 7 jours calendaires avant l'exécution du bon de commande, le prestataire ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité. La CNSA adressera alors, par mail, une annulation de commande au prestataire.

Article 8. Protection des données personnelles

En complément à l'article 5.2 du CCAG TIC et dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier :

- Le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, ci-après « RGPD » ;
- La Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ;
- Le Décret n°2019-536 du 29 mai 2019 pris pour l'application de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 susmentionnée.

Pour l'application du présent article, le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'administration commanditaire et le sous-traitant est le titulaire du marché public.

Conformément à l'article 28 du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), le titulaire s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent accord-cadre et uniquement sur instruction documentée du responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le sous-traitant est soumis; dans ce cas, le sous-traitant informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.
- Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Prendre toutes les mesures requises conformément à l'article 32 du RGPD liées à la mise en œuvre du présent accord-cadre.
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre.
- Prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution de l'accord-cadre, à ne pas faire de copie ni utiliser des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de la prestation de maintenance ; à ne pas divulguer ces documents ou

informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales; et en fin d'accord-cadre.

- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent CCAP :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- Tient compte de la nature du traitement, aide le responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD,
- Aide le responsable du traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 à 36 du RGPD, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du sous-traitant
- Met à la disposition du responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits
- Informe immédiatement le responsable du traitement si, selon lui, une instruction constitue une violation du présent règlement ou d'autres dispositions du droit de l'Union ou du droit des États membres relatives à la protection des données

Lorsque le titulaire recrute éventuellement des sous-traitants pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte du responsable du traitement, les mêmes obligations en matière de protection de données que celles fixées dans l'accord-cadre ou un autre acte juridique entre le responsable du traitement et le titulaire, sont imposées à cet autre sous-traitant par contrat ou au moyen d'un autre acte juridique au titre du droit de l'Union ou du droit d'un État membre, en particulier pour ce qui est de présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du droit positif en matière de protection des données personnelles. Lorsqu'un autre sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant le responsable du traitement de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le titulaire ne recrute pas un autre sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale, du responsable du traitement. Dans le cas d'une autorisation écrite générale, le sous-traitant informe le responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants, donnant ainsi au responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Article 9. Propriété intellectuelle et confidentialité

9.1. Propriété intellectuelle

Les livrables fournis par le titulaire sont concédés à titre non exclusif à la CNSA conformément au chapitre 7 du CCAG TIC.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG TIC, les livrables peuvent à la fin de l'accord-cadre, être conservés par la CNSA sans aucune restriction quant à leur utilisation sur l'ensemble du territoire national. Il en est de même pour l'ensemble des paramétrages et éventuels développements associés et de leurs documentations.

Le prix de cette cession des droits est compris dans les prix unitaires forfaitisés du Bordereau des Prix Unitaires (BPU) de l'accord-cadre.

La réception est l'acte par lequel la CNSA accepte avec ou sans réserve, les livrables rendus par le titulaire.

9.2. Confidentialité

En sus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG TIC, les renseignements, documents transmis au titulaire par la CNSA, ou récoltés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre revêtent un caractère confidentiel. Le titulaire s'engage à respecter et à faire respecter cette confidentialité par toute personne intervenant pour son compte. Ces renseignements, documents ne peuvent être communiqués, sans autorisation préalable de la CNSA, à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'utilisation par le titulaire des renseignements, documents remis par la CNSA dans le cadre du présent accord-cadre est strictement limitée aux besoins de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à restituer l'ensemble de la documentation remise par la CNSA à l'expiration du contrat.

En cas de violation de ces dispositions, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit sans préjudice des poursuites pénales éventuelles.

L'obligation de confidentialité continuera après l'expiration du contrat. Elle devient caduque si l'information tombe dans le domaine public en dehors de toute intervention du titulaire.

Article 10. Opérations de vérification des livrables

10.1. Validation des livrables documentaires

Les modalités de validation des livrables documentaires sont précisées à l'article 3.4.4 du CCTP « vérifications des livrables informatiques ».

Par dérogation aux articles 30.1 du CCAG TIC, à réception des livrables documentaires finaux remis sous format papier et électronique, la CNSA dispose d'un délai de trois jours ouvrés maximum pour prendre une décision de rejet. Si la CNSA accepte le livrable documentaire tel qu'il a été livré par le titulaire, la CNSA dispose d'un délai de **vingt (20) jours ouvrés**, à compter de la date de livraison de ces documents constatée par la signature d'un procès-verbal de livraison, pour notifier au titulaire son acceptation, ses remarques et demandes de modifications.

Le titulaire s'engage à prendre en compte les remarques et demandes de modifications de la CNSA ou à justifier de leur non prise en compte dans un délai de **cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification par la CNSA.

Si à l'issue de cette nouvelle livraison, des remarques et/ou demandes de modification de la CNSA ne sont pas prises en compte ou si leur non prise en compte n'est pas justifiée par le titulaire, les parties s'engagent à réunir le Comité de Pilotage ou de projet en vue de statuer sur ce différend.

En l'absence de remarques ou modifications, la CNSA délivre un PV de validation.

10.2. Recette fonctionnelle (Vérification d'aptitude - V.A.)

Par dérogation, à l'article 27.2.1 du CCAG TIC, la durée de la recette fonctionnelle est définie en fonction des livraisons et de la charge de travail de validation qu'elles représentent pour la CNSA. Cette recette a pour objet de vérifier le bon fonctionnement ou la conformité du contenu du ou des livrable(s).

Dans le cadre de la vérification fonctionnelle de l'application, la recette de la prestation porte sur les conditions nominales et sur les conditions limites de fonctionnement.

En présence d'un représentant du titulaire, la CNSA exécute le plan de recette fonctionnelle élaboré par le titulaire et validé par la CNSA. Cette dernière peut exiger la mise au point de tests complémentaires dont la nécessité est identifiée par la CNSA au cours de la recette.

Le résultat des tests est consigné au fur et à mesure du déroulement des tests de recette par le titulaire et remis à la CNSA dans les mêmes conditions de délai.

A la vue du résultat des tests, la CNSA dispose alors d'un délai d'un mois calendaire pour notifier au titulaire son appréciation qui prend la forme d'une admission de la recette fonctionnelle, d'admission avec réfaction, d'un ajournement ou d'un rejet.

En cas d'ajournement de la recette fonctionnelle, la CNSA précise au titulaire le délai qui lui est laissé pour présenter une nouvelle fois la prestation corrigée. La mise à disposition du service de la prestation corrigée fait démarrer une nouvelle période de recette fonctionnelle. Si, à l'issue de cette seconde recette fonctionnelle, la CNSA n'est pas en mesure de prononcer la recette fonctionnelle, la CNSA peut organiser un comité de pilotage ou de suivi exceptionnel en vue de tenter de trouver une solution aux difficultés rencontrées.

Au-delà de trois rejets sur la durée totale de l'accord-cadre, la CNSA se réserve le droit de résilier l'accord-cadre.

La recette fonctionnelle est consignée dans un procès-verbal d'aptitude à l'issue des vérifications (PV VA).

10.3. Vérification de Service Régulier (V.S.R.)

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG TIC, la Vérification de Service Régulier d'une durée de trois (3) mois à compter de la validation du PV de VA (sans réserve d'anomalies bloquantes ou majeures) a pour objet de procéder, en environnement réel, aux opérations de contrôle du fonctionnement régulier du service et de sa conformité en tous points à la prestation demandée.

Pendant toute la période de vérification de service régulier, le titulaire s'engage à intervenir à sa charge, en cas d'anomalie.

Par dérogation à l'article 27.2.2 du CCAG TIC, à l'issue de cette période, la CNSA prononce une décision de réception et, avec ou sans réserve, de rejet ou d'ajournement. Cette décision est notifiée au titulaire.

Si la CNSA juge que les prestations, sans satisfaire entièrement aux conditions de l'accord-cadre peuvent être utilisées en l'état, elle notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction d'un montant déterminé.

Toute décision d'ajournement entraîne l'obligation pour le titulaire de procéder aux modifications et/ou corrections nécessaires sans supplément de prix, dans les délais indiqués par la CNSA.

A compter de la présentation des nouvelles prestations par le titulaire, la CNSA dispose d'un nouveau délai pour procéder aux vérifications. Toute nouvelle réserve ouvre droit pour la CNSA à prononcer le rejet ou la réception avec réfaction de la prestation.

Si le titulaire ne présente pas en temps voulu à la CNSA de nouvelles prestations, la CNSA peut alors prononcer le rejet des prestations et le cas échéant, ou prononcer la réception avec réfaction de celle-ci.

10.4. Dispositions particulières aux opérations de vérification

10.4.1 Tests de vulnérabilité

La CNSA se réserve le droit de faire intervenir un tiers durant la période de V.A., de Vérification d'Aptitude au Bon Fonctionnement (V.A.B.F) et de VSR afin de faire mesurer la conformité constatée du niveau de sécurité de la prestation avec les exigences de sécurité du dossier de la commande.

10.4.2 Tests de charge

La CNSA se réserve le droit de faire intervenir un tiers durant la période de V.A., de V.A.B.F. et de VSR pour procéder à des tests en charge afin de contrôler l'acceptation quant aux exigences de volumétrie du dossier de consultation de la commande.

10.4.3 Garantie

Par dérogation à l'article 36.1 du CCAG TIC, les prestations objet de l'accord-cadre font l'objet d'une garantie, d'une durée d'un an.

A compter de la date de signature du PV de VSR (réception sans réserve). Les anomalies (bloquantes, majeures, mineures) doivent être corrigées dans les délais :

- Anomalies bloquantes : 1 jour
- Anomalies majeures : 2 jours
- Anomalies mineures : une semaine

11.5 Correction d'incidents MCO

Les délais de vérification sont prévus à l'article 8.6.1 UO 1.5.1 « corrections d'incidents » du CCTP.

Article 11. Prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (dont les frais de déplacement et d'hébergement éventuels), les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix appliqués sont des prix unitaires ou unitaires forfaitisés hors taxe.

L'accord-cadre est sans montant minimum et avec un montant maximum de 35 000 000 euros HT sur sa durée maximale.

Tous les prix sont fermes les deux (2) premières années de l'accord-cadre.

Ils sont révisables pour les années suivantes, en cas de reconduction, selon la formule suivante :

$$P1 = P0 \times (S1 / S0)$$

P1 : prix révisé.

P0 : prix initial figurant dans l'acte d'engagement ou dernier prix révisé.

S0 : indice SYNTEC de référence retenu au mois d'établissement de la remise de l'offre.

S1 : dernier indice SYNTEC publié à la date de révision.

La demande de révision est à l'initiative du titulaire et doit être réalisée un mois avant la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre. Passé ce délai, les prix ne sont plus révisables pour l'année considérée.

Pour matérialiser sa demande de révision, le titulaire adresse un bordereau des prix révisé dans lequel les indices ou formule de révision seront indiqués. La révision ne sera effective que pour les commandes passées à compter de la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre.

Catalogue de services :

Pour les prix du catalogue de services complémentaires, le titulaire remet tous les ans un nouveau catalogue (onglet du BPU) à la date de notification de l'accord-cadre. Le montant des commandes passées sur ce catalogue ne pourra pas dépasser 20% du montant maximum de l'accord-cadre.

Prix promotionnel :

En cours d'exécution de l'accord-cadre, les prix du titulaire figurant au bordereau des prix unitaires peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sur l'initiative du titulaire et sans que l'accord-cadre ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés. Le titulaire adresse le tarif promotionnel à la DSI par courriel en lui donnant une date certaine de début et de fin de promotion ainsi que la désignation précise des prestations concernées. Ce tarif est annexé à l'accord-cadre et constitue une pièce justificative. À l'expiration de la période promotionnelle, les prix de l'accord-cadre annexés à l'acte d'engagement sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant les prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

Article 12. Pénalités

Les éventuelles pénalités sont communiquées en comité de pilotage.

12.1 Pénalités de retard et de qualité

12.1.1 Pénalités de retard sur le chiffrage des prestations

Par dérogation à l'article 14.1.2. du CCAG TIC, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du bon de commande.

- Un dossier de demande est adressé au titulaire par la CNSA avec un délai de réponse pour un premier devis sur la base des éléments communiqués par la CNSA.
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport au délai maximum de deux semaines calendaires, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.
- Le devis initial peut être validé ou bien revu selon les termes des échanges pour aboutir à un devis finalisé.

Dans le cas d'un devis devant être revu, un délai d'envoi d'un devis finalisé est fixé dans le dossier de demande.

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport à ce dernier délai, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

12.1.2 Pénalités de retard sur la livraison et qualité

- La CNSA émet un bon de commande de prestation sur la base d'un devis finalisé et validé avec le titulaire fixant :
 - Le délai de remise des livrables v1,
 - Le délai de recevabilité, permettant à la CNSA de se prononcer sur le rejet (ou l'ajournement) du livrable. En cas de rejet, un nouveau délai de livraison des livrables v1 est fixé.
 - Le délai de contrôle des livrables (si jugés recevables).
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard par rapport au délai de livraison du livrable v1 attendu, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de retard de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

A l'issue de cette phase un PV de réception prononcera la bonne réception, l'ajournement ou le rejet de cette livraison v1. En cas de rejet, un nouveau délai de livraison des livrables v1 est fixé.

En cas de rejet :

- Le délai de contrôle des livrables permet de contrôler la qualité du livrable si celui-ci n'a pas été rejeté. A l'issue de ce contrôle, le livrable peut être jugé comme incomplet ou ne respectant pas le niveau de qualité attendu. Le livrable est alors ajourné et un délai de remise du livrable corrigé v2 est alors fixé.
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard du titulaire par rapport à ce délai de correction du livrable v2 attendu, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cent (300) euros par jour ouvré de retard.

Pénalités de qualité :

- En cas de non-conformité par rapport à la qualité du livrable attendu à l'issue de la livraison v2, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de 10% du montant total de la commande. Cette pénalité est cumulable avec les pénalités de retard précédentes.

12.2 Pénalité pour non remise des rapports de Vérifications du MCO

Concernant le Maintien en Condition Opérationnel (MCO), des tableaux de bord des indicateurs mensuels sont attendus.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG TIC, en cas de non tenue du comité de pilotage mensuel, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à mille (1 000) euros.

En cas de non remise des indicateurs lors du comité de pilotage de l'accord-cadre, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire égale à mille (1 000) euros.

12.3 Pénalités pour non-respect des délais de correction d'anomalies en phase de garantie

En ce qui concernant le Maintien en Condition Opérationnel (MCO) des applications du parc, les anomalies (bloquantes, majeures, mineures) doivent être corrigées dans les délais :

- Anomalies bloquantes : 1 jour ouvré
- Anomalies majeures : 3 jours ouvrés
- Anomalies mineures : 5 jours ouvrés

Les corrections de ces anomalies mineures peuvent être intégrées avec l'accord de la CNSA dans des versions ultérieures.

S'agissant des anomalies bloquantes et majeures :

- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard sur le délai de résolution des anomalies bloquantes, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de mille (1 000) euros par jour ouvré de retard.
- Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, en cas de retard sur le délai de résolution des anomalies majeures, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de cinq cent (500) euros par jour ouvré de retard.

12.4 Pénalités pour non-respect des délais de niveaux de services (SLA)

La liste des indicateurs pénalisables est fixée pendant la période d'initialisation et sera annexée au PAQ. La liste pourra être revue annuellement lors du comité de pilotage.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG TIC, des pénalités pourront être appliquées sur 10 des indicateurs du PAQ. Les SLA pénalisables sont prévues dans l'annexe 2 du CCTP.

Dans le tableau, il faut distinguer deux SLA pénalisables :

- Les SLA de maintenance évolutive et de développement pour lesquelles la pénalité pourra s'élever à 5% du total de la commande des UO concernées
- les autres, pour lesquelles la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité de trois cents (300) euros par jour ouvré de retard.

12.5 Pénalité relative au développement durable

Green IT

- **Principe général**

Le titulaire s'engage à réaliser des développements applicatifs en respectant les bonnes pratiques (code, sécurité open source, green IT).

La CNSA se réserve le droit de mettre en place, sur tout ou partie des applications, un système de contrôle de la qualité logicielle et de bonne application de ces recommandations.

La CNSA utilisera la solution CAST Highlight de la société CAST Software. Elle se réserve la possibilité de lancer des audits plus approfondis avec la solution Cast Imaging.

- **Mode d'utilisation prévu de la solution CAST**

Les indicateurs CAST seront les suivants :

- Les facteurs de santé au niveau application (Résilience, Agilité, Elégance)
- Les risques liés aux composants Open Source
- L'indicateur GreenIT (respect des règles d'écoconception et d'écodéveloppement)

L'indicateur GreenIT (respect des règles écoconception et écodéveloppement) : ne pas dégrader la note initiale du socle transverse décisionnel obtenue lors de la 1^{ère} année d'exécution et faire progresser cette note en année 2 en sorte d'atteindre et dépasser la moyenne de l'industrie.

Dans le cas où le titulaire ne respectera pas cet engagement, le titulaire devra procéder aux corrections dans la version suivante au titre de la garantie (et donc sans surcoût) et sans que cela ne ralentisse les engagements pris en termes de délais.

Une analyse à l'aide de la solution CAST Highlight sera réalisée au 1^{er} trimestre de chaque année à compter de l'année 2 d'exécution. Si cet engagement n'est pas atteint dans la version applicative suivante, le titulaire s'expose à une pénalité équivalente à 15% du coût annuel de MCO de l'année précédente.

Accessibilité :

La CNSA vise une accessibilité numérique en application du RGAA « <http://accessibilite.numerique.gouv.fr/> » à 80% minimum. Chaque année, lors de la reconduction de l'accord-cadre, le taux d'accessibilité mesuré par un tiers doit être d'au moins de 80%. A défaut, la CNSA se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité équivalente à 10% du coût annuel de la prestation de MCO de l'année précédente et le titulaire s'engage à corriger l'écart constaté en sorte d'atteindre le seuil minimum de 80%.

12.6 Pénalité pour non remise des renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion

En cas d'absence ou de refus de communiquer à la CNSA les renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion prévue à l'article 15.3 du CCTP, le titulaire encourt une pénalité égale à cent (100) euros par jour de retard à compter de la réunion du comité de pilotage trimestrielle constatant l'absence de ses renseignements.

Article 13. Avance

Une avance est versée au titulaire, sauf renonciation du titulaire dans l'acte d'engagement dans les conditions définies à l'article R 2191-3 à R 2191-19 du Code de la commande publique.

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG TIC, le taux de l'avance est égal à 5%. Le montant de l'avance est égal à 5% du montant de chaque bon de commande s'il est supérieur à 50 000 € H.T. et dont la durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Ces dispositions sont applicables, le cas échéant, au sous-traitant dûment déclaré par le titulaire et accepté par la CNSA dans le respect de l'article « Sous-traitance ».

Article 14. Modalités de facturation et de paiement

14.1. Facturation

14.1.1 Demande de paiement pour les prestations dont les livrables sont uniquement documentaires et liées à l'IA (UO L2.5)

La demande de paiement est accompagnée des éléments justificatifs du montant demandé et intervient après d'une part :

- la livraison des livrables prévus dans le cadre de la commande (PV de Livraison). Pour rappel, la CNSA dispose de 5 jours ouvrés pour signer ce PV de livraison ou pour le rejeter. La signature de ce PV donne droit à 20% du montant de la commande.

- la validation des livrables concernés, attestée par un procès-verbal de validation. Ce PV de validation, permet au titulaire de facturer 80% du montant de la commande.
Il est précisé que la CNSA dispose de 20 jours ouvrés à compter de la signature du PV de livraison pour valider ces livrables.

14.1.2 Demande de paiement pour les prestations de maintenance évolutive et développement

Les demandes de paiement interviennent selon l'échéancier suivant :

Phase	Etat	Facturation
Livraison	Acceptée	20%
Vérification d'Aptitude (VA)	Réception sans réserve (ou avec réserves mineures)	60%
Vérification de Service Régulier (VSR)	Réception sans réserve (toutes les réserves éventuellement formulées en phase de VA doivent être levées)	20%

14.1.3 Demande de paiement pour les prestations de maintenance corrective (MCO)

Pour les UO L 1. 5, le paiement trimestriel s'effectue à terme échu après validation des indicateurs en comité de pilotage.

14.1.4 Autres prestations

Pour les autres prestations à bons de commande, le paiement intervient après attestation du service fait par la CNSA.

14.1.5 Dispositions communes

Le paiement intervient après attestation du service fait par la CNSA.

A l'occasion de chaque demande de paiement, le titulaire présente une facture en un original, à la CNSA, correspondant aux prestations concernées.

Outre les mentions légales, les factures comprennent les indications suivantes :

- l'intitulé de l'accord-cadre
- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro d'engagement (ou numéro de Commande) figurant sur le bon de commande
- objet de la commande et description des prestations facturées,
- le montant total HT et TTC de la facture,
- le taux et le montant de la TVA,
- Le PV de réception et/ou de validation des prestations émis par la DSI,
- l'identité bancaire du titulaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, la CNSA est en mesure de recevoir les factures de ses fournisseurs par voie électronique, conformément au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et à l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour ce faire, le système de facturation électronique de l'Etat est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Si le titulaire n'est pas soumis à l'obligation de dépôt de factures dématérialisées via chorus-pro, il doit envoyer sa facture uniquement au service de centralisation des factures de la CNSA, soit par courrier soit par mail : scf@cnsa.fr

Si le titulaire est concerné par l'obligation de dématérialisation des factures, les informations sont les suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera la CNSA en tant que destinataire de la facture : 180 092 561 00026
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure : SFACT
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur les bons de commande (exemple : 2025000011)

Toute facture doit être détaillée et permettre un contrôle efficace ou être accompagnée de tous les éléments permettant le contrôle.

14.2. Paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement dès lors que la CNSA a attesté le service fait.

Le paiement est effectué en euros, au compte ouvert au nom du titulaire mentionné sur l'IBAN + BIC fourni par le titulaire.

L'ordonnateur chargé d'émettre l'ordre de paiement est le Directeur de la CNSA.

Le comptable assignataire est le directeur comptable de la CNSA.

14.3. Retard de paiement

En cas de retard dans le paiement, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la Banque Centrale Européen (BCE) en vigueur majoré de huit points.

Aux intérêts moratoires, s'ajoute le versement de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui s'élève à quarante (40) euros.

Article 15. Nantissement

Le présent accord-cadre ne pourra en aucun cas faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par le titulaire, sauf accord écrit et préalable de la CNSA.

Les créances nées ou à naître concernant le présent accord-cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent accord-cadre ne peut être nanti qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R 2191-59 à R 2191-62 du code de la commande publique est la directrice de la CNSA ou ses représentants habilités.

Article 16. Modification relative au titulaire

16.1. Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer par écrit dans les plus brefs délais la CNSA et communiquer un extrait K-bis mentionnant ce changement.

16.2. Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord

En cas de transfert de l'accord-cadre à une autre entreprise (cession de fonds de commerce, cession d'activités, fusion-absorption ou mise en location gérance du fonds de commerce), le titulaire doit impérativement en informer par écrit la CNSA dans les plus brefs délais.

Suite à cette cession ou mise en location gérance, la CNSA procédera à la vérification que la société cessionnaire ou le locataire-gérant possède les capacités pour reprendre l'exécution des prestations et est en règle au regard de sa situation fiscale et sociale. En vue de cette vérification, la nouvelle entreprise devra produire l'ensemble des documents listés aux articles L 2141-1 à L 2141-6 du code de la commande publique et aux articles D.8222-5 et D.8254-2 (titulaire établi en France) ou D.8222-7 et D.8254-3 (titulaire établi ou domicilié à l'étranger) du Code du travail qui lui seront demandés.

Suite à cette vérification, le changement de titulaire fera l'objet d'un acte de modification constatant le transfert de l'accord-cadre en cours au nouveau titulaire.

Si le cessionnaire ne possède pas les capacités pour exécuter l'accord-cadre, la CNSA procédera à la résiliation de l'accord-cadre.

Article 17. Sous-traitance

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à déclarer pour acceptation tout sous-traitant et pour agrément de ses conditions de paiement selon les conditions définies aux articles R. 2193-1 à R. 2193-9 du code de la commande publique.

Les régimes de paiement du sous-traitant, du versement de l'avance et de la cession/nantissement de créances du sous-traitant sont soumis aux articles R. 2193-10 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

Article 18. Résiliation et exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 51 du CCAG TIC, la décision de résiliation prise sur le fondement d'un motif d'intérêt général pourra donner lieu au versement d'une indemnité fixée au vu des éléments justificatifs présentés par le titulaire et à sa demande.

Les conditions, les modalités et les effets de la résiliation sont ceux prévus par le Chapitre 8 « Résiliation » du CCAG TIC.

En sus des dispositions prévues par le Chapitre 8 « Résiliation » du CCAG TIC, la CNSA s'accorde la possibilité de résilier l'accord-cadre si le titulaire ne communique pas les justificatifs, conformément à l'article ci-après du présent CCAP.

Conformément aux dispositions de l'article 54 du CCAG TIC, la CNSA peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas

d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Article 19. Obligations fiscales et sociales

Le titulaire s'engage à produire, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du présent accord-cadre :

une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois,

- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire l'attestation de fourniture de déclarations sociales et l'attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale.
- Lorsque l'immatriculation de l'entreprise (attributaire ou titulaire) au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) un extrait K ou Kbis,
 - b) une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers,
 - c) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle mentionnant le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
 - d) pour les personnes en cours d'inscription, un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises.
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à L. 1221-12, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 et R. 3243-1 du Code du travail.

En cas de non communication des justificatifs visés ci-dessus, la CNSA se réserve la possibilité de suspendre l'exécution de l'accord-cadre jusqu'à la fourniture des justificatifs concernés.

Après mise en demeure restée infructueuse, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du Code du travail. La mise en demeure est notifiée par écrit. Le titulaire dispose d'un (1) mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du travail, des pénalités pourront être infligées au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail. Le montant des pénalités est, au plus égal à 10% du montant du contrat et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

En outre, conformément à l'article L. 8222-6 susvisé, la CNSA informée par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8224-5, sera dans l'obligation d'enjoindre au titulaire de faire cesser cette situation.

Article 20. Marchés pour des prestations similaires avec le titulaire

Conformément aux dispositions de l'article R 2122-7 du code de la commande publique, la CNSA pourra, dans le respect des conditions prévues par le texte précité, conclure avec le titulaire un nouveau marché, suivant une procédure négociée sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour des prestations similaires.

Article 21. Assurance

Le titulaire devra remettre dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre, une attestation d'assurance justifiant qu'il est couvert au titre de la responsabilité civile professionnelle en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de la CNSA et dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande.

Article 22. Règlement des litiges - Loi applicable

Il est possible de faire appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable pour résoudre les éventuels différends ou litiges relatifs au présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles R 2197-1 à R 2197-25 du code de la commande publique.

Les difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution du présent accord-cadre qui ne reçoivent pas de solution amiable relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Paris.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française.

Article 23. Clauses RGPD

23.1. Contexte général

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire s'engage à effectuer pour le compte du responsable de traitement les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dès la notification de l'accord-cadre, des réunions de travail bipartites sont organisées afin de définir :

- La nature des opérations réalisées sur les données ;
- La ou les finalité(s) du traitement, les données à caractère personnel traitées ;
- La description des traitements ;
- Les catégories de personnes concernées, le mode de collecte des informations nécessaires à la finalité des prestations, ainsi que les informations nécessaires à la bonne exécution des dispositions prévues ci-dessous ;
- Les modalités de traitement des données définies comme « sensibles » ;
- La durée de conservation des données collectées par chacune des parties.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le règlement européen sur la protection des données » ou « RGPD ») et la Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

23.2. Obligations du sous-traitant vis-à-vis du responsable de traitement

Engagement du Titulaire

Le titulaire s'engage, pour les bons de commande à :

- Respecter les modalités relatives à la sous-traitance, décrite dans le CCAP de l'accord-cadre ;
- Traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de prestation au titre du présent accord-cadre ;
- Traiter les données conformément aux instructions du responsable du traitement. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord-cadre ;
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord-cadre :
 - o S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité prévues au CCAP de l'accord-cadre ;
 - o Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
 - o Prennent en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Mettre en place les outils nécessaires à la protection des données (exemple : logiciel anti-virus), notamment des données définies comme sensibles ;
- Informer sans délai la CNSA de toute demande de communication d'informations faite au titulaire et/ou à l'un de ses cotraitant/sous-traitant(s).

23.3. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique au responsable de traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPO), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

23.4. Droit d'information des personnes

A travers le système objet de l'accord-cadre, le titulaire doit fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement, l'information relative aux traitements de données qu'il réalise au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information seront convenus avec le responsable de traitement avant la collecte de données conformément aux dispositions prévues par le RGPD.

23.5. Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider le responsable de traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées conformément à la réglementation en vigueur. Il informe notamment la CNSA de toute demande liée à l'exercice de ces droits.

23.6. Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans les meilleurs délais et, dans les meilleurs délais, après en avoir pris connaissance et par courrier électronique afin de permettre au responsable du traitement de réaliser une notification à la CNIL (commission nationale de l'informatique et des libertés) dans les 72h, conformément aux dispositions prévues dans le RGPD. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable de traitement, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- La description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- Le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- La description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- La description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives. Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Le cas échéant, en dehors des cas d'exclusions prévus à l'article 34.3 du RGPD, les individus concernés par la violation de leurs données doivent en être informés par le responsable de traitement (information sur la violation, les données concernées).

23.7. Mesures de sécurité

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité concernant la pseudonymisation et/ ou l'anonymisation si nécessaire ainsi que le chiffrement des données à caractère personnel durant l'exécution de l'accord cadre.

23.8. Traitement des données à échéance des prestations

Le titulaire certifie que les documents et informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent accord-cadre, que toutes les données à caractère personnel manipulées pour produire la solution objet de l'accord-cadre seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue de l'accord-cadre. Ces destructions et non conservations seront formalisées au travers d'un certificat qui sera transmis à la CNSA dans un délai d'un mois à compter de la date de fin prévue ou anticipée de l'accord-cadre.

23.9. Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement comprenant notamment :

- Le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- Les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement ;
- Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation

internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

- Dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - o La pseudonymisation, l'anonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o Les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o Les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.